

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil neuf, le deux février, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie METADIER, Maire.

Etaient présents :

Mmes et MM. Sophie METADIER, Michelle COURNARIE, Philippe MÉREAU, Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT, Raymonde VEQUAUD, Estelle PATOZ, Michelle GRATADE, Pascal BEAUSSIER, Michèle VILLATTE, Marie-Claire BOUIN, Joël ANTIER, Frédéric DUPUIS, Olivier PIQUEUX, Jean-Claude DUPAS, Jérôme TARNIER, Monique GUÉRY.

Absents excusés :

M. Fabrice DAVOIGNEAU (pouvoir à O. PIQUEUX)

Absents :

Mme Dominique MACÉ.

Mme Raymonde VÉQUAUD est élu secrétaire.

Le compte-rendu du dernier conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

SIEIL : SUBVENTION ÉCLAIRAGE PUBLIC POUR CHEMIN DES ÉCOLIERS

Lors de sa séance du 29 septembre 2008, le conseil Municipal avait décidé de la création d'un chemin piétonnier, situé entre la place des écoles et la rue Bazile, permettant aux enfants de se rendre à l'école à l'abri de la circulation automobile.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter une subvention auprès du SIEIL pour l'extension d'éclairage public nécessaire à ce chemin d'un montant de 27 711,20 € TTC (23 169,90 € HT).

Après en avoir délibéré le conseil Municipal, à l'unanimité

- décide de solliciter une subvention du SIEIL pour un montant de dépenses de 27 711,20 € TTC (23 169,90 € HT) pour l'extension du réseau d'éclairage public de la commune.

FIXATION DES TARIFS DE LOCATION DES SALLES MUNICIPALES ET DU MATERIEL

Madame Michelle COURNARIE explique au Conseil Municipal que la commission Associations et sports s'est réunie le mercredi 28 janvier pour discuter des tarifs de location des salles et du matériel communal. La commission propose au Conseil Municipal les tarifs de location suivants :

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Tarifs de location des salles municipales et du barnum hors associations Bellilociennes

Lieux	Loueurs Bellilociens		Loueurs extérieurs		Caution
	Hiver	Eté	Hiver	Eté	
SALLE DES FETES (grande salle+petite+ cuisine) par jour	100 €	90 €	125 €	112 €	152 €
Petite salle des fêtes	20 €	15 €	25 €	20 €	152 €
Salle des anciens	20 €	15 €	25 €	20 €	152 €
SALLE DES TEMPLIERS par jour :					
Au rez-de-chaussée	30 €	20 €	40 €	30 €	152 €
Au premier étage	60 €	50 €	70 €	60 €	152 €
SAINT-LAURENT	80 €	80 €	100 €	100 €	152 €
	+ 100 € /jour de chauffage		+ 100 € /jour de chauffage		
Club house salle de danse	30 €	20 €	40 €	30 €	152 €
MATERIEL par unité					Par groupe
	Cube	4,00 €			50 €
	Chaise pliante	0,70 €			50 €
	Banc	2,00 €			50 €
	Table bois GM	3,80 €			50 €
	Barrière	3,80 €			50 €
	Barnum	80 € par tranche de 3 jours indivisibles			300 €

Tarifs de location des salles municipales et du barnum pour les associations Bellilociennes (les associations non bellilociennes sont considérées comme loueurs extérieurs)

- Prêt des salles gratuitement dans la mesure des disponibilités pour les réunions.
- Pour les manifestations payantes, les associations prendront en charge le chauffage selon le barème suivant :
 - Salle des fêtes 10 € / jour
 - Petite salle des fêtes 5 € / jour
 - Salle des anciens 5 € / jour
 - Salle des Templiers RDC 10 € / jour
 - Salle des Templiers 1^{er} étage 10 € / jour
 - Église Saint-Laurent 100 € / jour
 - Club house salle de danse 10 € / jour
 -

Pour les ateliers payants dans la petite salle des fêtes, la salle des anciens ou le club-house, un trimestre gratuit puis 5 € par séance.

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

- Le barnum est mis à disposition gratuitement, sous réserve de la présentation d'une attestation d'assurance. Le montage sera réalisé par l'association sous le contrôle de la mairie.

En règle générale, la commune se réserve le droit d'attribuer la gratuité pour certaines manifestations.

Il ne sera pas demandé de caution aux communes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- accepte les tarifs de location.

REGIME INDEMNITAIRE

Monsieur Yves BANDEVILLE explique au Conseil Municipal que dans le cadre du régime indemnitaire une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires est versée à la secrétaire de mairie. Suite à sa promotion interne au grade d'attaché territorial, il est nécessaire d'inclure cette indemnité au tableau du régime indemnitaire dans le cadre d'emploi des attachés.

D'autre part au chapitre I, article 5 et au chapitre II article 10 de la délibération du 12 novembre 2007, régissant le régime indemnitaire, concernant les critères de modulation retenu pour l'IFTC et l'IAT (indemnité d'administration et de technicité), il est mentionné : « diminution de la notation : moins 10% par demi-point en dessous de 15 ».

Etant donné la diminution générale des notes attribuées aux agents par la nouvelle municipalité, il est nécessaire de revoir cette modalité de calcul.

Il sera désormais mentionné « diminution de la note : moins 10% par demi-point en dessous de 13 »

Monsieur Yves BANDEVILLE précise également que les montants annuels de référence doivent être mis à jour.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal une voix contre, cinq abstentions et douze voix pour

- Accepte les propositions telles que présentées ci-dessous (14 articles).

CHAPITRE I : Indemnité Forfaitaire pour travaux supplémentaires

Cadre D'emplois	Grade	Montant annuel de Référence	Taux de majoration (valeur en pourcentage indicative au 01/02/07 de 0 à 800 %)
Secrétaire de mairie	Idem	1 064,83	250
Secrétaire de mairie attachée		1 064, 83	

Article 1 : Il est créé une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) par référence à celle prévue par le décret n° 2002-63 susvisé au profit des personnels suivants, selon les taux moyens réglementaires en vigueur et les coefficients multiplicateurs votés ci-après :

Article 2 : Conformément aux dispositions du décret n° 2002-63 susvisé, les taux réglementaires moyens servant de base au calcul de l'IFTS sont indexés sur la valeur du point d'indice applicable à la fonction publique.

Article 3 : Les fonctionnaires appartenant aux grades énumérés à l'article 1 cessent de bénéficier de l'indemnité supplémentaire versée au titre de l'enveloppe complémentaire prévue par le décret n° 91-875 susvisé.

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 4 : Le cas échéant, les dispositions qui précèdent sont applicables aux agents non titulaires de droit public, recrutés par référence aux cadres d'emplois et grades susmentionnés.

Article 5 : Les critères de modulation retenus pour l'IFTS sont :

- Contraintes horaires
- Responsabilités – Régies
- Mission d'encadrement
- Démarche de formation
- Facilité d'adaptation
- Diminution de la notation : moins 10 % par demi-point en dessous de 13.
- Absentéisme : cette prime sera diminuée au prorata du nombre de jours de congé de maladie de la façon suivante : 1/360e par jour d'arrêt maladie à compter du 1^{er} jour.

CHAPITRE II : Indemnité d'Administration et de Technicité

Article 6 :

Il est créé une indemnité d'Administration et de Technicité par référence à celle prévue par les décrets n° 2002- 61 et 2003-1013 susvisé au profit des personnels suivants, selon les montants de référence annuels réglementaires en vigueur et les coefficients multiplicateurs votés ci-après :

Cadre D'emplois	Grade	Montant annuel de Référence	Taux de majoration en % (de 0 à 8) (valeur indicative au 1.2.07)
Adjoints administratifs territoriaux	Adjoint administratif territorial de 2 ^e classe	443,50	4.8
	Adjoint administratif Principal de 2 ^e classe	463,61	3.2
	ATSEM	458,32	2,4
Agent de maîtrise Adjoints techniques territoriaux	ATSEM principale de 2 ^e classe	463,61	2,4
	Agent de maîtrise	463,61	4,0
	Adjoints techniques territoriaux de 2 ^e classe	443,50	1,6
Gardien de Police Municipale	Gardien de Police Municipale	463,61	1

Article 7 :

Conformément aux dispositions des décrets n°2002-61 et 2003-1013 susvisés, les montants de référence annuels réglementaires servant de base au calcul de l'IAT, sont indexés sur la valeur du point d'indice applicable à la fonction publique.

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 8 :

Les fonctionnaires appartenant aux grades énumérés à l'article 6 cessent de bénéficier de l'indemnité supplémentaire versée au titre de l'enveloppe complémentaire prévue par le décret n°91-875 susvisé.

Article 9 :

Le cas échéant, les dispositions du présent chapitre sont applicables aux agents non titulaires de droit public, recrutés par référence aux cadres d'emplois et grades susmentionnés.

Article 10 :

Les critères de modulation retenus pour l'IAT sont :

- Technicité de la mission
- Responsabilités
- Mission d'encadrement
- Démarche de formation
- Diminution de la note : moins 10 % par demi-point en dessous de 13.
- Absentéisme : cette prime sera diminuée au prorata du nombre de jours de congé de maladie de la façon suivante : 1/360 ème par jour d'arrêt maladie à compter du 1^{er} jour.

CHAPITRE III : Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires

Article 11 : L'indemnité horaire pour travaux supplémentaires prévue par décret n°2002-60 susvisé est créée au profit des agents relevant des cadres d'emplois suivants :

Cadre d'emplois	Grade	Fonction
Adjoints administratifs territoriaux	Adjoint administratif territorial de 2 ^e classe	Comptabilité, paie, urbanisme
	Adjoint administratif Principal de 2 ^e classe	Accueil, secrétariat, état civil
ATSEM	ATSEM principale de 2 ^e classe	Assistance personnel enseignant
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	Encadrement agents d'entretien
Adjoints techniques territoriaux	Adjoints techniques territoriaux de 2 ^e classe	Entretien voirie et espaces verts, entretien bâtiments
Gardien de Police Municipale	Gardien de Police Municipale	Police

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

CHAPITRE IV Indemnité spéciale de fonction du cadre d'emplois des agents de police municipale

Article 12 : Il est créé une indemnité spéciale de fonction du cadre d'emplois des agents de police municipale par référence à celle prévue par décret n° 97-702 susvisé, au profit des cadre d'emplois, grades et fonctions suivants :

Cadre D'emplois	Grades	Fonctions	Taux de majoration en % (de 0 à 18%)
Gardien de Police	Police Municipale	Police	18%

Article 13 :

Les critères de modulation retenus pour indemnité spéciale du cadre d'emplois des agents de police municipale sont :

- Technicité de la mission
- Contacte avec le public
- Contraintes horaires
- Absentéisme : cette prime sera diminuée au prorata du nombre de jours de congé de maladie de la façon suivante : 1/360^{ème} par jour d'arrêt maladie à compter du 1^{er} jour.

Article 14 :

L'autorité territoriale est chargée de l'exécution de la présente délibération, qui prend effet à compter de ce jour.

REFUS DE VENTE D'UNE PARCELLE DU DOMAINE PRIVÉ DE LA COMMUNE CADASTRÉE SECTION AD N° 331p

Mme le Maire donne lecture au Conseil Municipal d'un courrier de deux concitoyens, désirant acquérir une partie de la parcelle cadastrée AD n° 331 appartenant à la commune et jouxtant leur terrain, afin de pouvoir accéder aux berges du canal par leur propriété.

Mmes et MM. Métadier, Cournarie, Gratade, Barrault, Guery, Dupas, Davoigneau, Méreau et Bandeville, se sont déplacés sur les lieux le 30 janvier 2009. Après examen et discussion, ils exposent au Conseil Municipal, leur avis défavorable à cette vente.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité moins une abstention

- s'oppose à la vente d'une partie de la parcelle cadastrée section AD n°331.

ACCORD DE VENTE D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION AC N° 507p

Mme le Maire donne lecture au Conseil Municipal d'un courrier d'un concitoyen, désirant acquérir une partie de la parcelle cadastrée section AC n° 507p appartenant au domaine privé de la commune. Une délibération a déjà été prise à ce sujet lors du Conseil Municipal du 6 décembre 1999.

Mmes et MM. Métadier, Cournarie, Gratade, Barrault, Guery, Dupas, Davoigneau, Méreau et Bandeville, se sont déplacés sur les lieux le 30 janvier 2009. Après examen et discussion, ils exposent au Conseil Municipal, leur avis favorable à cette vente.

Le prix de vente du terrain pourrait être de 5 € / m², la superficie concernée est de 170 m² environ. Les acquéreurs proposent de prendre à leur charge tous les frais annexes (bornage, frais,...)
Le concitoyen demande à pouvoir accéder à la parcelle qu'il souhaite acquérir grâce à une servitude

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

de passage que lui concèderait la mairie sur les parcelles section AC n° 503, 505 et 507, pour un passage piétons permanent et un passage de véhicules limité à 4 fois par an.

Vu la délibération du Conseil Municipal du 6 décembre 1999 et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de vendre au concitoyen une partie de la parcelle cadastrée section AC, n° 507p dont la surface serait de 170 m² environ, pour un montant de 5 € le m².
- Autorise la mise en place d'une servitude de passage piétons toute l'année et voitures 4 fois par an sur les parcelles cadastrée section AC n° 503, 505 et 507, afin de permettre à ce concitoyen d'atteindre la parcelle acquise par le chemin le plus court depuis la rue de l'Ange.
- Dit que les frais annexes (bornage, frais,...) seront à la charge de l'acquéreur.
- Dit que la transaction sera effectuée par Maître POLGE, notaire à Loches.
- Autorise Mme le Maire ou M. Bandeville, adjoint aux finances, à signer les actes et tous les documents nécessaires à cette vente.

AUGMENTATION DE L'INDEMNITÉ VERSÉE POUR OUVERTURES ET FERMETURES DES IMMEUBLES COMMUNAUX

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'un habitant de la commune ouvre le matin et ferme le soir des immeubles communaux (cimetière et église Saint Laurent). Pour ce service la commune lui verse une indemnité de 175 € par trimestre. Son indemnité a été augmentée en avril 2007. Mme le Maire propose un réajustement de 3 %. Cette indemnité passerait ainsi à 180 € par trimestre à partir du 1^{er} mars 2009.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité moins une abstention :

- Décide de verser une indemnité de 180 € par trimestre à compter du 1^{er} mars 2009 pour l'ouverture et la fermeture des immeubles communaux (cimetière et église Saint Laurent).

TICKETS SPECTACLE DU 14 FÉVRIER

Mme Cournarie explique au Conseil Municipal qu'un spectacle de jazz organisé par la commune aura lieu le 14 février 2009. Elle propose le prix des entrées à 15 € (tarif réduit à 10 € pour les chômeurs, les Rmistes). Les sommes seront encaissées dans la régie des divers.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité moins trois abstentions

- Donne son accord pour le prix des entrées à 15€ (tarif réduit 10 € pour les chômeurs, les Rmistes).
- Dit que les sommes seront encaissées dans la régie des divers.

CHOIX DES ENTREPRISES POUR LES TRAVAUX DES TEMPLIERS

Mme le Maire rappelle que, lors de sa séance du 1^{er} septembre 2008, le Conseil Municipal avait décidé d'abandonné les gros travaux de restauration de la maison des Templiers et de s'orienter sur des travaux moins onéreux.

La commission des bâtiments réunie le 30 janvier a décidé de retenir les entreprises RONCE et GOBARD pour les travaux de toiture et de maçonnerie pour un montant de 66 030,19 € TTC et l'entreprise SERELEC pour les travaux d'électricité, pour un montant de 10 894,36 € TTC.

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Il faudra prévoir environ 10% de plus pour les travaux supplémentaires qui pourront apparaître comme nécessaire lors de l'exécution des travaux et pour les petits travaux de sujétions non budgétés (trappes de visite, chevêtres, grilles d'aération ,...)

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Accepte la proposition de la commission des bâtiments.
- Choisit les entreprises RONCE, GOBARD et SERELEC.
- Dit que les sommes correspondantes seront inscrites au budget (environ 85 000€).

INFORMATIONS

➤ BIBLIOTHÈQUE

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que l'association Page à Page sollicite de la mairie, le prêt d'un local pour entreposer les livres et travailler.

Mme le Maire propose de mettre à disposition de cette association deux pièces de l'appartement au dessus de la mairie, à titre gratuit. Une convention sera signée à ce sujet.

➤ STOCKAGE DES AMIS DE SAINT LAURENT

L'association les Amis de Saint-Laurent entrepose son matériel depuis fort longtemps dans la chapelle Sainte-Barbe.

Afin de pouvoir faire visiter la chapelle, Mme le Maire propose que l'association les Amis de Saint-Laurent stocke son matériel dans le garage communal rue de la Vieille Boucherie. La commune conserve l'utilisation de la grange pour garer les véhicules communaux.

➤ LES JARDINS PARTAGES

Mme le Maire a rencontré une habitante qui souhaite créer une association pour la création d'un jardin partagé intergénérationnel. Cette association pourrait demander à la commune la mise à disposition d'un terrain, sur le site des Viantaises par exemple.

Mme le Maire lui a assuré de son soutien dans cette idée et lui a proposé d'en rediscuter, avec les élus, dès que l'association prendra forme.

➤ RÉCLAMATION D'UNE HABITANTE

Mme le Maire donne lecture d'une lettre d'une habitante de la rue Basse, mécontente d'avoir dû poser des fenêtres bois sur sa maison, alors qu'elle avait demandé l'autorisation de poser des fenêtres en PVC (refus de l'Architecte des Bâtiments de France). Cette habitante ne comprend pas que des fenêtres en PVC ont été posées dans la même rue, y compris par une élue de la commune. Elle demande la prise en charge financière de la plus-value à la commune.

L'élue mise en cause explique que quand elle a eu connaissance de ce courrier, elle a immédiatement été voir cette habitante et lui a expliqué qu'elle n'avait bénéficié d'aucun passe-droit, n'ayant effectué aucune demande par ignorance de cette obligation. Le Conseil Municipal :

- Demande qu'un rappel de la législation soit fait dans le prochain écho bellilocien.
- Ne souhaite pas prendre à sa charge les plus-values due à l'utilisation d'un matériau spécifique.

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

➤ L'ASSOCIATION « LES AMIS DE SAINT LAURENT »

Mme le Maire informe le Conseil Municipal de la démission du président et de la secrétaire de l'association les Amis de Saint-Laurent.

La prochaine réunion du conseil d'administration de l'association est fixée au mercredi 18 février 2009 à 18h à la salle des fêtes.

➤ SERVICE MINIMUM D'ACCUEIL

M. MEREAU explique au Conseil Municipal que le service minimum à l'école maternelle durant la grève du 29 janvier dernier a été assuré dans les locaux de la garderie par le personnel de l'association Familles Rurales, Mme BARRAULT et lui-même. Quatre enfants étaient présents.